

« Une question extrêmement délicate »

Mustapha Harzoune

DANS **HOMMES & MIGRATIONS** 2017/4 n° 1319 , PAGES 171 À 174

ÉDITIONS **MUSÉE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION**

ISSN 1142-852X

DOI 10.4000/hommesmigrations.4009

Date de mise en ligne : 23/02/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-hommes-et-migrations-2017-4-page-171?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Musée de l'histoire de l'immigration.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

« Une question extrêmement délicate »

Mustapha Harzoune



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4009>

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 171-174

ISBN : 978-2-919040-39-1

ISSN : 1142-852X

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « « Une question extrêmement délicate » », *Hommes et migrations* [En ligne], 1319 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2017, consulté le 21 février 2018. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4009>

Tous droits réservés

KIOSQUE

« UNE QUESTION EXTRÊMEMENT DÉLICATE »

Par MUSTAPHA HARZOUNE.

La grande affaire de ces derniers mois fut l'élection de monsieur Macron et le raz-de-marée électoral de la « REM », cette République en marche portée par un électorat riquiqui. Les experts en discourite blablatent pour soutenir ou s'inquiéter de ce qui ressemble encore à un ovni politique. En matière migratoire, la première déclaration du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb laisse peu de place au nouveau. Dans *Le Parisien*, le 5 juin, à propos de Calais, il dessine les contours d'une politique « répressive » (*Le Monde* du 5 juin) : « Nous devons d'abord réprimer les atteintes à l'ordre public et lutter contre les filières de passeurs. Les personnes qui demandent l'asile ont évidemment vocation à être prises en charge dans la dignité. Celles qui sont en situation irrégulière doivent, en revanche, être éloignées. Enfin, celles dont la demande d'asile relève d'un autre État membre doivent être réadmisées dans cet État. » Comment « être prises en charge dans la dignité » quand, précise *Le Monde*, « il est désormais impossible de déposer une demande d'asile à Calais, puisque la structure a été fermée lorsque la jungle a été évacuée, en octobre 2016 » et que se déplacer sans papiers revient à prendre le risque, pour « les plus malchanceux » d'être « éloigné » ? Le message vise à « dire aux habitants de tous ces territoires qu'ils ne sont pas oubliés ». Si ce genre de déclaration cherche à rassurer l'électeur (toujours) boudeur, il est certain que la volonté du ministre de renvoyer les demandeurs d'asile là où ils ont posé le pied en Europe (règlement Dublin) peut inquiéter la Grèce et surtout l'Italie à qui, *in fine*, on refourgue la patate chaude. Pas sûr que la poursuite de politiques répressives apporte du neuf et suffise à « tarir les flux d'arrivées » quand, depuis plusieurs décennies,

elles n'ont rien résolu. Selon Cris Beauchemin et Mathieu Ichou, elles auraient même aggravé la situation. D'ailleurs, après un déplacement de ses services le 12 juin à Calais, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, s'inquiète d'« atteintes aux droits fondamentaux » « d'une exceptionnelle et inédite gravité ». Dénonçant « des conditions de vie inhumaines » et la « sorte de traque » qui vise les migrants, il « exhorte les pouvoirs publics à ne pas s'obstiner dans ce qui s'apparente à un déni d'existence des exilés » et demande « l'autorisation des distributions de repas, la mise à l'abri des mineurs ». Selon M. Toubon, les quelque 500 à 600 migrants (enfants compris) en transit à Calais « sont pratiquement privés de sommeil et d'eau », les femmes sont « susceptibles de faire l'objet de viols » et les associations sont « entravées » et « menacées » (*Le Monde.fr*, 14 juin). Dans ce contexte, le suicide dans un hôpital psychiatrique à Seclin (près de Lille) d'un détenu vietnamien mis en cause dans une affaire d'aide à des migrants en situation irrégulière est peut-être symptomatique des tensions et des nuages qui assombrissent l'horizon. Son avocat, maître Bruno Dubout, évoque « un énorme gâchis ». « Après quatre mois de détention provisoire, le mis en cause a été à nouveau "maintenu en détention pour une nouvelle période de quatre mois" par le Juge des libertés et de la détention. Il a mis fin à ses jours "le jour où il a reçu son ordonnance", a précisé l'avocat. "Cette affaire est révélatrice de la légèreté avec laquelle on place ces gens-là en détention" » (*20 Minutes*, 6 juin).

Pour Alain Finkielkraut, le 3 avril, sur le site de *L'Écho belge*, « il faut absolument ralentir l'immigration et se donner même pour objectif de l'arrêter ». Mais voilà, « c'est une question extrêmement délicate »

KIOSQUE

reconnait le philosophe qui, compte tenu du délicat de la question, semble avoir laissé ses neurones au vestiaire pour dire comment faire. Telles ces personnes prises de panique dans un mouvement de foule – dans une situation « *extrêmement délicate* » –, il en rajoute dans la confusion et l'agitation : « *Certes, le droit d'asile doit continuer d'être appliqué [ouf !] mais l'immigration économique ne doit plus être favorisée de quelque façon que ce soit. Sinon nous avons deux avenir possibles : la soumission, pour parler comme Houellebecq, ou la guerre civile. Il faut un ressaisissement de l'Europe. Elle se pensait comme une sorte de processus en expansion indéfini, elle doit maintenant tracer ses frontières et savoir les défendre.* »

Sauf à établir un impossible distinguo culturel entre demandeur d'asile et migrant économique, la logique inavouée et inavouable du propos commande de « *continuer à appliquer le droit d'asile* » mais... de manière plus restrictive et de tordre – un peu ? – le cou aux valeurs qui fondent l'Europe et la France. Dans sa livraison du mois d'avril, *Le Monde diplomatique* rappelle opportunément quelques chiffres clés, histoire de mesurer « *le délicat* » de la question. En 2016, 85 244 demandes d'asile ont été déposées à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), contre 52 762 en 2010 ; 31 % ont fait l'objet d'une réponse positive contre 19,6 % en 2010. Quant à l'immigration économique, elle ne représentait en 2016 que 22 575 des motifs d'attribution (contre 18 280 en 2010) sur les 227 550 titres de séjour attribués (196 535 en 2010, soit une augmentation de 15,8 %). Les autres motifs d'attribution se répartissaient ainsi : 88 010 pour des raisons familiales (83 182 en 2010), dont 48 725 concernent des familles de Français ; 70 250 pour des études (contre 65 281) ; 32 285 (contre 18 220) pour causes humanitaires (réfugié, asile territorial ou protection subsidiaire, étranger malade...) ; enfin, 14 430 (contre 11 572) à titre divers (visiteur, étranger entré mineur, ancien combattant, retraité...). Comme la fameuse « *branloire pérenne* » du monde n'est pas à sens unique, le mensuel rapportait utilement qu'« *1,7 million de Français étaient inscrits sur le*

registre des Français établis hors de France en 2015, dont 37% vivaient dans l'Union européenne. Au total, le nombre d'émigrés français serait compris entre 2 et 3 millions ».



« *Tout fout le camp !* »

Mais qu'avons-nous à faire de la vérité des chiffres et des droits fondamentaux quand la crise comme l'insécurité seraient d'abord culturelles ? La France de Voltaire et de Molière foutrait le camp. La langue se déliterait et l'école publique à la ramasse. Encore Finkelkraut (après ses charges contre *L'Histoire mondiale de la France* de Patrick Boucheron dans *Le Figaro* du 25 janvier) : « *L'École française, par exemple, s'effondre. L'École, qui m'a permis d'assimiler une partie de la culture française, a révoqué cette promesse et aujourd'hui, loin d'assimiler les nouveaux arrivants, elle désassimile tout le monde. La seule chose que les membres de la nation partagent est la culture de masse, ce n'est plus la culture nationale. Et actuellement rien ne semble remplacer l'École dans sa tâche de transmission de l'héritage national, ou plutôt le rien la remplace.* »

Et là, l'observateur épris de culture se dit que le sage n'a peut-être pas tort. Surtout qu'il ne se passe pas de jour sans que cet obscur « *héritage national* » prenne l'eau de partout. Ainsi, après le camp décolonial de l'été passé, voici que le collectif Mwasi organise à Paris, fin juillet, un festival afroféministe Nyansapo interdit aux « *Blancs* » ! Sur le sujet Martine Storti écrit dans *Libération* du 8 mai : « *En ces temps d'assignations et de manipulations identitaires conduites par des bords prétendument opposés, de folie partagée des racines et de l'origine, de séparation entre les "de souche" et les "pas de souche" pour les uns, entre les "Blancs" et les "non-Blancs" pour d'autres, binarisme qui fonctionne selon le même logiciel, il y a dans l'affirmation de valeurs et de principes politiques universels, dans la volonté de faire exister un universel réel, concret, une subversion dont il convient de ne jamais se dépendre.* »

Le 19 mai, dans *Le Parisien*, d'autres femmes pétitionnent pour dénoncer le harcèlement de rue à La Chapelle. Le 24 mai, *Le Monde* se faisait l'écho à son tour de témoignages alarmants tout en précisant que « *le quartier n'est pourtant pas une "no-go zone" d'où les femmes seraient bannies* ». D'ailleurs, le 22 mai, Adeline GC partageait son « *expérience en tant que citoyenne* » (<http://www.clique.tv/>) : « *Je ne nie pas qu'il y existe des problèmes. Ce que j'affirme, cependant, c'est qu'en tant que femme, ces problèmes n'ont jamais remis en question ma sécurité*. » Certes, elle préfère passer par la rue Perdonnet, familiale et commerçante, pour éviter le métro La Chapelle : « *La zone est pénible, non pas vraiment à cause des gens, mais à cause de l'infrastructure urbaine illogique devenue totalement impraticable. Je ne dis pas qu'il est impossible qu'une fille se fasse aborder ou embêter dans ce quartier, mais qu'un quotidien important fasse courir la rumeur que les femmes y "sont chassées" et "n'y ont plus le droit de cité", en pointant du doigt, entre autres, les migrants, cela est insupportable*. » Et d'enfoncer le clou : « *Quand on est une femme, quel que soit le quartier où l'on habite (...) nous devons rester vigilantes. (...) Ça vaut dans mon quartier, comme dans tous les quartiers de Paris où j'ai pu habiter. Le sexisme existe et il faut le combattre. (...) Quand le féminisme est utilisé pour cacher un projet anti-citoyen, raciste et inhumain, je ne peux pas y prendre part*. »

À l'« *héritage national* » de Finkielkraut, ne faut-il pas préférer les notions de « *ressources* », de « *tensions* » et d'« *écarts inventifs* » élaborées par François Jullien. Écarts et ressources d'un La Fontaine et d'un Rimbaud, d'un Gide et d'un Barrès, d'un patrimoine religieux et de principes laïques ? Sauf que Marc Augé soi-même, annonce rien moins – « *béatement* » dit-il – la fin du religieux ! « *Tout fout le camp* » chantait Mouloudji qui, par ailleurs, se disait « *athée ô grâce à dieu* » ! L'ethnologue qui publie *L'Avenir des Terriens. Fin de la préhistoire de l'humanité comme société planétaire* (Albin Michel) donne un entretien à Macha Séry (*M Le magazine du Monde*, le 9 mai). Plutôt que de « *globalisation* » – limitée aux technologies de la communication et aux mécanismes de

l'économie de marché – il préfère parler de « *planétarisation* » pour souligner « *la consistance géographique, mieux, géologique* » de la planète, « *la découverte, vue depuis les satellites, de notre planète comme paysage* ». « *L'urbanisation massive* », « *la croissance démographique* » et la coexistence des générations (jusqu'à 4) participent aussi de cette humanité comprise comme société planétaire. « *Chaque culture, si elle revendique son droit à la différence, ne se l'applique pas à elle-même. Celui qui sort des règles est sanctionné. Cela peut paraître curieux pour un ethnologue, mais je ne suis pas un amoureux des cultures au sens anthropologique du terme. Certes, elles sont nécessaires dans la dialectique identité-altérité, du fait qu'on a besoin des autres pour se construire et qu'il faut des règles pour cela. Et le meilleur régime pour concilier sens social et autonomie individuelle, c'est la démocratie. Au fond, je suis un héritier des Lumières, ce siècle, qui, certes de façon incomplète, a pour moi souligné l'essentiel. Si je parle de Terriens, c'est sur le modèle imaginaire du Martien qu'on n'imagine pas divisé en cinquante ou soixante nations. Tels qu'on se les représente, les extraterrestres sont indifférenciés. À nous de le devenir, indifférenciés*. » Quid alors des guerres et du terrorisme ? « *Reste le problème de la religion. À mon sens, le monothéisme est prosélyte et un grand nombre de nos malheurs viennent de là. Le prosélytisme armé, le djihadisme, est un anachronisme meurtrier, périlleux et sans avenir. La sortie du religieux me paraît évidente, tôt ou tard*. »



Avec quoi rime migration ?

Plutôt qu'une menace, une « *guerre civile* » à venir, Patrick Chamoiseau voit dans les flux migratoires « *un réveil du sang de la terre* ». Pour l'auteur de *Frères migrants* (Seuil), « *il faut aussi considérer tout surgissement d'une barbarie comme un épuisement de l'imaginaire dominant. Un dessèchement des systèmes de représentation, qu'ils soient individuels ou collectifs. Quand le cerveau reptilien prend le dessus cela signifie que la conscience, la raison, les dispositifs*

KIOSQUE

symboliques actifs n'ont plus de réponse. Dans ces cas-là, il ne sert à rien d'argumenter, de raisonner, ou d'appeler au secours les dieux de l'économie. Il faut précipiter dans les esprits tout ce que l'économie néolibérale ignore : des essais de lucioles, des arches de sensations, des boules d'images nouvelles susceptibles de déclencher du nouveau et de laisser entrevoir, sinon des leçons ou des recettes toutes faites, mais des possibilités autres. » (Libération, 4 juin.) Plutôt que « soumission », migration rime ici avec « créolisation » : « La créolisation relève d'une dynamique multiforme en mouvement : choc des peuples, des cultures, des civilisations, des individus, rencontres à la fois terribles et grandioses. Dans le vivant, tout est mobile, tout se déplace d'une manière ou d'une autre, tout ce qui semble séparé est pourtant inséparable, et les existences qui fusionnent entre elles élaborent toujours des dispositifs que les distinguent et qui leur laissent une marge de possibles. On peut voir les flux migratoires comme un réveil du sang de la terre, un renouvellement énergétique qui vient réanimer des tissus morts ou des abondances figées. La puissance des migrations, leur tragique, nous oblige à considérer qu'un autre monde se réveille, qu'une dimension oubliée de notre vivre-ensemble se rappelle à notre mémoire : le vivre en relation. Homo sapiens est un migrant congénital. Les cultures, les civilisations, les langues ont toujours été des surgissements causés par des contacts, des chocs et des rencontres. Si tout était figé et immobile, il n'y aurait plus de vie sur Terre depuis déjà longtemps. »

On ne veut pas des hommes (jusque ce qu'il faut de bras et de neurones) mais, résultat d'un long processus historique – depuis la colonisation jusqu'aux indépendances ratées – « 99 % des œuvres d'art classique africain sont aujourd'hui hors d'Afrique » regrette le galeriste congolo-belge Didier Claes (Le Monde, 8 juin). « Le continent a été vidé de son art pendant un siècle », et s'il faut parler d'héritage « l'Afrique comme aucune autre civilisation ne peut avancer si on lui kidnappe son passé, sa culture. Or, là, c'est un kidnapping complet ! » Mais la défense d'un héritage, en l'occurrence africain, déborde du seul continent dit « noir », relève d'une responsabilité

universelle comme l'a montré l'exposition Picasso primitif au Quai Branly. Cette exposition a rappelé que les héritages ne relèvent pas d'une gestion de stocks, plus ou moins réels, imaginaires ou fantasmés. Les héritages se nourrissent d'influences multiples, d'énergies extérieures, de réexamen et de reconsidération du passé. Et de cette capacité à se regarder du dehors, de la marge, de la périphérie. « *Le pire qui puisse arriver à une société est de se croire le nombril du monde* » disait l'écrivain espagnol Juan Goytisolo installé à Marrakech depuis des années et décédé le 4 juin à l'âge de 86 ans.

↳ Héritages et liberté

C'est dans cette perspective de décentrement et de réinvention que s'inscrivent deux prix littéraires. Celui de la Porte Dorée qui a récompensé l'excellent *Désorientale* (Liana Levi) de Negar Djavadi et le Prix littérature-monde décerné à la romancière vietnamienne, Anna Moï, pour *Le Venin du papillon* (Gallimard). Héritage donc, encore et toujours, celui de la langue française cette fois, celui de la fiction, celui de l'élégance, d'une pensée vivante, subtile, d'une France debout grâce à quelques métèques bienvenus. Il faut croire que les « héritages », sont fait pour libérer non pour asservir. Libérer la créativité et l'invention. Libérer aussi les héritiers des enfermements du passé. C'est sans doute ce que pense la Germano-Turque Seyran Ates. L'« *avocate et activiste* » vient d'ouvrir, à Berlin, la mosquée Ibn-Rushd-Goethe, « *une mosquée progressiste qui casse les tabous de l'islam* » et qui « *est déjà dans le collimateur des extrémistes* » (Libération, 16 juin). « *Le lieu est ouvert à tous les courants religieux de l'islam, aux chiites comme aux sunnites, aux alévis ou aux soufis. Hommes et femmes y prient côte-à-côte, les homosexuels y sont explicitement bienvenus. C'est un lieu de débats, où il sera possible de critiquer le prophète Mahomet et de discuter de réformes de l'islam. Seuls niqabs et tchadors seront interdits. (...) et femmes n'ont pas à porter le voile pour participer à la prière.* » ■